

**Des travailleurs vous invitent à débattre
de nos conditions de vie, de travail,
du logement, de la santé, de l'éducation**

**Réunion Publique
Lundi 13 décembre à partir de 18h00
Salle Jean Jaurès, Bourse du travail
3 rue du Château d'eau, Métro République**

Ils préparent 2012 Préparons la Grève de masse

Des travailleurs et précaires de l'AG interpro Gare de l'Est et IDF

Depuis le début septembre, nous avons été des millions à manifester et des milliers à entrer grève reconductible dans certains secteurs (raffineries, transports, éducation, lycées, facs...) ou à participer à des blocages.

Nous aurions « gagné la bataille de l'opinion »

Le gouvernement, lui, a gagné la bataille des retraites

Aujourd'hui, ils nous annoncent tous que la lutte est terminée. Nous aurions « gagné la bataille de l'opinion ». Tout serait joué et, résignés, on n'aurait plus qu'à attendre 2012. Comme si, maintenant, la seule issue serait les élections. Il n'est pas question d'attendre 2012, pour « l'alternance ». Aujourd'hui, ce sont les partis de gauches qui mènent les attaques, en Grèce comme en Espagne, contre les travailleurs. Il n'y a rien de bon à attendre des prochaines élections.

La crise du capitalisme est toujours là. Les attaques continuent et se feront plus violentes.

Nous devons nous préparer dès maintenant à faire face aux prochaines attaques et à celles qui se poursuivent comme les milliers de licenciements et les suppressions de postes **L'attaque sur les retraites est l'arbre qui cache la forêt.** Aussi demander le retrait ne pouvait être que l'exigence minimale. Cela n'aurait pu suffire. **Depuis le début de la crise, c'est ce gouvernement au service du patronat qui mène détruit nos conditions de vie et de travail** alors qu'il verse des milliards aux banques et au privé.

Pendant que des centaines de milliers de vieux travailleurs survivent avec moins de 700 euros par mois, et des centaines de milliers de jeunes vivent avec le RSA, quand ils l'ont, faute de travail. **Pour des millions d'entre nous, le problème crucial, c'est déjà de pouvoir manger, se loger et se soigner. Avec l'aggravation de la crise, ce qui guette la majorité d'entre nous, c'est la paupérisation.**

Parler dans ces conditions de « pérennité des retraites » comme le fait l'intersyndicale alors que le capitalisme en pleine putréfaction remet en cause toutes nos conditions de vie et de travail, **c'est nous désarmer face à la bourgeoisie.**

La classe capitaliste mène une guerre sociale contre les travailleurs de tous les pays

C'est à l'échelle internationale que les capitalistes mènent les attaques contre les classes ouvrières. **C'est donc les trusts financiers et industriels (BNP, AXA, Renault...) qui nous pillent et veulent nous écraser.** En Grèce, il n'y a presque plus remboursement des frais médicaux. En Angleterre ce sont plus de 500.000 licenciements de fonctionnaires. En Espagne c'est la casse des contrats de travail.

Comme nous, les travailleurs de Grèce d'Espagne, d'Angleterre, du Portugal sont confrontés aux mêmes attaques et luttent pour se défendre, même si nous n'avons pas toujours pas fait reculer nos gouvernements et patronat respectifs.

Pour autant, nous sommes encore des centaines de milliers à ne pas accepter cette issue et à garder en nous une profonde colère, une révolte intacte. Pourquoi en sommes-nous arrivés là ? Pourquoi notre combativité et notre mobilisation n'ont pas pu faire plier les patrons et leur Etat ?

Pour faire reculer ce gouvernement et les capitalistes, nous devons mener une lutte de classe

Il aurait fallu, dès le départ, s'appuyer sur les secteurs en grève, ne pas limiter le mouvement à la seule revendication sur les retraites alors que les licenciements, les suppressions de postes, la casse des services publics, les bas salaires continuent dans le même temps. C'est cela qui aurait pu permettre d'entraîner d'autres travailleurs dans la lutte et d'étendre le mouvement gréviste et de l'unifier.

Seule une grève de masse qui s'organise à l'échelle locale et se coordonne nationalement, au travers de comités de grève, d'assemblées générales interprofessionnelles, de comités de lutte, pour que nous décidions nous-mêmes des revendications et des moyens d'action tout en contrôlant le mouvement, **peut avoir une chance de gagner.**

Laisser la direction des luttes à l'intersyndicale....

A aucun moment, l'intersyndicale n'a tenté de mener cette politique. Bien au contraire elle a appelé à deux nouvelles journées d'action le 28 octobre et 6 novembre, alors que les secteurs en grève reconductible s'essouffaient. Limiter le mouvement de grève reconductible à quelques secteurs et aux seules retraites ne pouvait qu'entraver le mouvement gréviste. Voilà pourquoi, nous n'avons pas été en mesure de faire reculer le gouvernement.

Nous ne pouvions rien attendre d'autre de la part d'un Chérèque (CFDT) qui défendait les 42 annuités, ou encore d'un Thibault (CGT) qui n'a jamais revendiqué le retrait de la loi ? Et ce n'est certainement pas le faux radicalisme d'un Mailly (FO), serrant la main d'Aubry en manif, alors que le PS vient de voter les 42 annuités qui ouvre une autre voie. Quant à Solidaires/Sud-Rail, il ne proposait que de suivre la CGT. **Aucun d'entre eux ne voulait l'organisation indépendante des travailleurs pour que nous nous défendions et passions à l'offensive.**

Aussi se sont-ils mis à la tête des luttes et ont enfourché le cheval de la grève reconductible pour éviter de se faire déborder. Ils ne voulaient pas faire reculer ce gouvernement. Tout au long du mouvement l'intersyndical cherchait seulement à apparaître comme un interlocuteur responsable auprès du gouvernement et du patronat afin de « *faire entendre le point de vue des organisations syndicales dans la perspective de définir un ensemble de mesures justes et efficaces pour assurer la pérennité du système de retraites par répartition.* » dans le cadre « *d'un large débat public et une véritable concertation en amont* ».

Mais quel dialogue peut avoir l'intersyndicale avec ce gouvernement qui matraque les infirmiers anesthésistes, les lycéens, déloge les travailleurs des raffineries et expulse les Roms et les travailleurs sans papiers, si ce n'est de négocier des reculs comme en 2003, 2007 et 2009. **Cela fait des années qu'ils ont fait le choix de collaborer avec le patronat et leur Etat pour gérer la crise.**

... C'est finir à la soupe populaire

Empêcher la misère généralisée dans laquelle les classes dirigeantes veulent nous plonger, dépend de notre capacité à **mener une lutte de classe pour nous accaparer les richesses produites et les moyens de production afin de subvenir aux besoins de toute la population au lieu de ceux d'une petite minorité.**

Nous ne devons pas hésiter à **remettre en cause la propriété privée industrielle, financière et la grande propriété foncière.** Pour nous engager dans cette voie, nous ne devons avoir confiance que dans notre propre force. Et certainement pas dans les partis de la gauche (PS, PCF, PG...) qui n'ont jamais remis en cause la propriété privée et dont les homologues mènent actuellement l'offensive contre les travailleurs en Espagne et en Grèce.

Dans cette lutte, les travailleurs doivent défendre les intérêts de tous les exploités y compris les petits paysans, marins pêcheurs, petits artisans, petits commerçants, qui sont jetés dans la misère avec la crise du capitalisme. Que nous soyons salariés, chômeurs, précaires, travailleurs avec ou sans papiers, syndiqués ou non et ce cela quelque soit notre nationalité, nous sommes tous dans le même bateau.